

# **ACCORD-CADRE DE RÉALISATION, POSE ET DÉPOSE DE TRAVAUX PHOTOGRAPHIQUES POUR LE MUSÉE DU QUAI BRANLY JACQUES-CHIRAC**

## **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

## SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC.....	3
2.	PRESENTATION DE L’ACCORD-CADRE .....	4
3.	MONTANT ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	5
4.	DUREE DE L’ACCORD-CADRE .....	5
5.	LIEUX D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE .....	5
6.	EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L’ACCORD-CADRE .....	6
7.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	6
8.	INTERVENANTS DE L’ACCORD-CADRE .....	7
9.	PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
10.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	9
11.	PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	10
12.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	11
13.	CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	12
14.	VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS .....	14
15.	MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	15
16.	DISPOSITIONS FINANCIERES .....	16
17.	MODALITES DE REGLEMENT .....	17
18.	PENALITES.....	18
19.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	19
20.	RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE .....	19
21.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS .....	19
22.	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE .....	20
23.	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	20
24.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	21
25.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	21

# 1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

## 1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

## 1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres

actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## 2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation et pose de travaux photographiques.  
Les prestations portent sur :

#### 1/ Les travaux de réalisation photographique

- les développements de films photographiques,
  - les tirages photographiques (qualité exposition ou courante),
  - les retouches photographiques,
  - les impressions sur support spécifique, les contre-collages,
  - les châssis (rentrant, affleurant), barre d'accroches
  - les transferts (texte ou image),
  - les duplicatas (ektas, photos),
  - les numérisations (haute définition sur support CD ou DVD),
  - l'achat de films, de pellicules et de petits matériels,
  - l'impression numérique HD et la découpe des lettres adhésives en miroir du système informatif accompagnant ces travaux photographiques
- et tous travaux relevant d'un laboratoire photographique.

2/ La dépose et la pose de bâches et du système informatif des Vitrines Jardin avec différents systèmes d'accroche possibles (joncs cousus, etc.)

### 2.2 Allotissement

Pas d'allotissement.

### 2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

### 3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire, conclu avec le candidat ayant obtenu la meilleure note totale. Il est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 125.000,00 € HT sur toute sa durée, reconductions comprises.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires. Il sera exécuté par bon de commande en application des articles R2162- 13 et -14 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.

### 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

### 5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

#### 5.1 LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations de réalisation de travaux photographiques seront réalisées dans les laboratoires photographiques du titulaire.

Les prestations de dépose et de pose de bâches seront réalisées au musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222, rue de l'Université CS60851 - 75281 PARIS.

#### 5.2 CLASSEMENT DU BATIMENT ET PRESENTATION DU SITE

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac est un établissement de 1ère catégorie pouvant accueillir, au titre du public et du personnel, 4 820 personnes.

Plusieurs types d'activités sont exercés dans l'établissement, mais la muséographie (type-Y) en reste l'activité principale. Les autres activités sont, pour mémoire, de type S, N, L, R et M.

#### 5.3 MODALITES D'ACCES ET DE CIRCULATION

Le personnel du titulaire est soumis aux prescriptions générales de l'annexe 1, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par l'établissement public après notification de l'accord-cadre. Le personnel de chaque titulaire devra uniquement utiliser les parcours, accès et locaux désignés par le musée du quai Branly – Jacques Chirac, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres zones de l'établissement.

Pendant leur séjour sur le site du musée, les titulaires sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement qui leurs sont communiquées par le pouvoir adjudicateur.

Il incombe à tous les titulaires d'effectuer les démarches et demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses interventions : DICT, demandes d'arrêtés, autorisations concessionnaires, demande d'emplacement de bennes, etc.

Les doubles de ces documents sont à transmettre au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

## 6. EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Sont exclues du champ de l'accord-cadre les prestations suivantes :

- Dans le cadre des expositions itinérantes, certaines productions pourront être réalisées par un autre prestataire que le titulaire dans les localités d'accueil, en France comme à l'étranger.
- Dans le cadre d'un partenariat ou d'une coproduction avec une autre institution, cette dernière peut être amenée à sélectionner le prestataire de son choix.
- Dans le cadre d'une exposition produite par le musée du quai Branly – Jacques Chirac, les artistes présentés peuvent proposer un prestataire pour des raisons artistiques et techniques particulières.
- Dans le cadre du Prix pour la photographie organisé par le musée du quai Branly – Jacques Chirac, les lauréats peuvent proposer un prestataire pour des raisons artistiques et techniques particulières.

## 7. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;

- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

## 8. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

### 8.1 Conduite de l'accord-cadre

La Direction du Développement culturel du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargée du suivi et de la conduite de l'accord-cadre. Des commandes pourront également émaner d'autres Directions du musée.

### 8.2 Titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire ou les membres du groupement désignés à l'article 1 ou 2 de l'acte d'engagement ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### 8.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

## La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

**En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant.** Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

## 8.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

## 9. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

1/L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- Annexe 1 : Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Annexe 2 : Le catalogue du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle,
- Annexe 3 : La demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).

2/Le présent cahier des clauses particulières (CCP).

3/Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A)

4/L'offre technique du titulaire (mémoire technique).

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du mois d'établissement des prix.



## 10. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être réalisées selon les préconisations suivantes.

### 10.1 Réalisation des travaux photographiques

Pour les tirages qui rentrent dans les collections nationales, le titulaire s'engage à mettre à disposition le même tireur professionnel pendant tout le processus de production des tirages selon le type d'impression (argentique ou numérique) et ceci en présence de l'artiste (ou de la personne référente du musée du quai Branly – Jacques Chirac) jusqu'à validation des tirages et selon le planning défini en amont entre le titulaire et le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Les travaux photographiques seront exécutés dans les laboratoires du titulaire.

A ce titre, le titulaire devra être en mesure :

- d'assurer les prestations dans son laboratoire du lundi au vendredi,
- de modifier les équilibres chromatiques des tirages afin d'obtenir le résultat qualitatif des visuels photographiés,
- de disposer d'une double compétence en matière de tirage traditionnel de type argentique et de traitement numérique,
- de réaliser dans ses laboratoires toutes les prestations décrites ci-dessus et toutes les autres prestations relevant d'un laboratoire photographique.
- réaliser autant de tirages « test » que le musée demandera jusqu'au tirage définitif. Ces tirages « test » seront à ses frais.

Pour l'impression de bâches et d'adhésif, le titulaire s'engage à mettre à disposition le même tireur professionnel pendant tout le processus de production et ceci en présence de la graphiste mandaté.e par le musée du quai Branly – Jacques Chirac jusqu'à validation et selon le planning défini en amont entre le titulaire et le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le titulaire s'engage à livrer toute commande passée par le musée à l'adresse transmise par ce dernier à la date définie par le musée. Il devra s'assurer du conditionnement adéquat pour chaque tirage afin de préserver celui-ci lors de la livraison.

Le titulaire s'engage à refaire et à livrer à ses frais tout tirage endommagé lors de la livraison.

### 10.2 Dépose et pose des bâches des vitrines jardin sur le site du musée du quai

#### Branly – Jacques Chirac

- la dépose des anciennes bâches et des anciens lettrages en place et la pose des nouvelles bâches sur les 7 caissons lumineux de la vitrine jardin du musée dont 5 caissons lumineux (vitrines centrales) de 2,40 x 3,00 m et 2 caissons lumineux (vitrines latérales) l'un de 5,30 x 2,40 m et l'autre de 4,90 x 2,40 m. Ces prestations seront en règle générale réalisées concomitamment sur les 7 caissons, mais il n'est pas exclu de demander au titulaire la réalisation de ces prestations sur un nombre de caissons restreint pouvant aller jusqu'à l'unité ou au-delà de sept en fonction de l'évolution des infrastructures du musée. Les anciennes bâches sont récupérées par le titulaire.
- l'impression numérique HD et la découpe des lettres adhésives en miroir du système informatif (minimum 20 et maximum 10 000 signes à titre indicatif mais ce volume peut être amené à évoluer selon les demandes du musée) accompagnant les photographies présentées dans les caissons. Le titulaire se chargera de décoller l'ancien système informatif et le remplacera par le nouveau sur les vitrines attenantes aux caissons. Les maquettes, à l'échelle, à imprimer seront fournies par le graphiste mandaté par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

- la pose des nouvelles bâches au sein des 7 (ou moins) caissons lumineux en ce qui concerne les vitrines jardin selon les indications du graphiste mandaté par le musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le montage des bâches en toile (textile diffusant Lumitex 195 Vis.) se fait grâce à la pose d'un jonc cousu.

## 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 11.1 Droit d'utilisation des résultats

L'ensemble des documents et résultats des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire, mandataire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant, dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après dénommés « Résultats ») sont l'objet de la présente cession de droits, dans les conditions visées à l'article ci-dessous. Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants.

Il est fait application des dispositions du chapitre VI du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG/FCS, la cession des droits se fait à titre exclusif, dans les conditions décrites ci-dessous.

L'ensemble des droits sur les Résultats sont cédés par le titulaire, au musée du quai Branly – Jacques Chirac qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire de l'accord-cadre puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Dispositions financières » du présent accord-cadre couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Cette cession est effectuée pour produire effet dans le monde entier, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les droits cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte à titre non commercial, ces droits pouvant faire l'objet de cessions à des tiers partenaires ou prestataires du pouvoir adjudicateur.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire en toute langues tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés pour les besoins de l'accord-cadre.

La cession de droits comporte également le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac pourra communiquer les Résultats librement à tout tiers de son choix.

### 11.2 Restitution des supports ayant servi à réaliser la prestation

Le titulaire doit restituer à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser les prestations. C'est notamment le cas des plans, études, données, rapports, croquis, prototypes, échantillons, fichiers numériques, utilisés par le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra utiliser, à d'autres fins que celles de l'exécution du présent accord-cadre, les documents qui lui auront été confiés par l'établissement public. Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre lorsque les créations ont été réalisées ou fournies par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire ne peut utiliser les films, clichés et fichiers numériques que pour les stricts besoins de l'accord-cadre.

Il ne peut se prévaloir d'aucun droit de propriété intellectuelle ou matérielle sur les travaux qu'il exécute au titre du présent accord-cadre.

Il ne peut faire aucun usage personnel ou commercial des films, clichés et fichiers numériques qui lui sont confiés et qui demeurent la propriété intellectuelle du musée du quai Branly - Jacques Chirac et des auteurs des photographies.

## 12. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage à :

- exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,
- respecter strictement les contraintes techniques et les consignes de sécurité qui lui seront notifiées pendant son intervention.
- réaliser autant de tirages « test » que le musée demandera jusqu'au tirage définitif. Ces tirages « test » seront à ses frais.

Les services utilisateurs de photographies du musée du quai Branly - Jacques Chirac attendent de la part du prestataire :

- un interlocuteur dédié et une bonne communication.

- une attention particulière et une expérience du traitement chromatique des images.
- une importante réactivité et une efficacité éprouvée compte tenu des besoins par les différents services demandeurs du musée du quai Branly – Jacques Chirac : présidence, exposition, édition, auditorium, service des publics, presse, mécénat, médiathèque.
- un rôle de conseil sur l'évolution des techniques et des matériels.

Le titulaire pourra éventuellement se voir confier d'autres travaux photographiques entrant dans l'objet de l'accord-cadre mais non définis à l'article 1.2 du présent CCP, dans l'hypothèse où l'évolution des technologies notamment numériques liées aux travaux photographiques apporterait au musée du quai Branly – Jacques Chirac un avantage dans la réalisation des prestations, et dans la mesure où le titulaire dispose des moyens pour les réaliser. En outre, ces missions nouvelles ne devront pas bouleverser l'économie du contrat. Le cas échéant, elles feront l'objet d'un avenant.

Ces prestations viendront en complément ou en substitution de celles définies ci-avant.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

## 13. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 13.1 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

Les prestations sont détaillées bon de commande par bon de commande sur la base des prix unitaires renseignés dans le BPU ou sur les prix du catalogue pour les prix unitaires non prévus au BPU.

A chaque expression d'un besoin, un représentant du musée fournira la description précise des prestations.

A partir de ce document, le titulaire remettra un devis pour sa prestation dans le délai énoncé par le musée dans sa demande, sur la base du bordereau de prix unitaires.

L'émission d'un bon de commande ne peut se faire sans l'acceptation expresse du devis par le représentant du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Seule l'émission du bon de commande vaut

démarrage de l'exécution des prestations. La seule demande de devis ne vaut pas ordre de démarrage et le titulaire de l'accord-cadre consulté ne pourra se prévaloir d'aucune rémunération.

Toutes les prestations du titulaire sont réalisées dans le respect des directives éditoriales, juridiques, financières et techniques transmises par le musée au titulaire lors de la remise des documents faisant l'objet de la prestation.

Pour chaque prestation, le musée communiquera un planning au titulaire. Ce planning pourra prévoir plusieurs échéances de rendus.

Le titulaire est soumis à une obligation de moyen pour l'ensemble des prestations. A ce titre, **il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans les bons de commande dans les délais impartis.**

Au titre de son obligation de moyen, le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais impartis, à renforcer ses moyens sans accroissement de sa rémunération.

## 13.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

### 13.1.1 *Responsable d'opérations*

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

### 13.1.2 *Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel*

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

## 13.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature,

signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

## 14. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

### 14.1 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- Le musée dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

### 14.2 Décision après vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence de la personne publique durant le délai de deux (2) mois précités, vaudra admission de la prestation.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS.

### 14.3 Contrôle

En cours d'exécution, le musée se réserve le droit d'apprécier si les documents remis par le titulaire sont conformes aux directives financières, techniques et éditoriales définies par le musée. La vérification de l'exécution des prestations intervient tout au long de l'exécution.

## 15. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

### 15.1 Dispositions générales

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement ou dans le catalogue du titulaire joint en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Les prestations réalisées sont rémunérées par l'application des prix unitaires figurant dans le BPU constituant l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Les prestations non définies dans le BPU, seront commandées sur la base des prix catalogue du titulaire (annexe 2 de l'acte d'engagement) auxquels sera appliquée la remise fixée à l'article 3 de l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro d'engagement,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU ou dans le catalogue et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

## 16. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 16.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais de cession de droits, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

Les prestations réalisées seront rémunérées par l'application des prix unitaires figurant dans le BPU, annexe 1 à l'acte d'engagement. Les prestations non définies dans le BPU, seront commandées sur la base des prix prévus au catalogue du titulaire, annexe 2 à l'acte d'engagement, auxquels sera appliquée la remise indiquée à l'acte d'engagement.

### 16.2 Révision de prix

Les prix du BPU sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix du BPU de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix catalogues sont issus du catalogue des prix publics de l'année en cours, remise déduite. Ils ne sont pas révisables.

Les prix du BPU sont révisables à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = Po [0,15 + 0,70 ICHTrev-TS/ICHTrev-Tso + 0,15 FSD3/FSD3o]$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé HT ;

Po = prix de l'accord-cadre hors TVA au mois m0,

ICHTrev-Tso = indice mensuel du coût horaire du travail, tous salariés, - Activités spécialisées, scientifiques et techniques du mois m0, base 100 en décembre 2008 - publié dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,

ICHTrev-TS = dernier indice mensuel connu du coût horaire du travail, tous salariés- Activités spécialisées, scientifiques et techniques, à la date anniversaire de l'accord-cadre, base 100 en décembre 2008, publié dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,

FSD3o = indice mensuel des frais et services divers modèle de référence 3 du mois m0, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité de l'INSEE,

FSD3= dernier indice mensuel connu des frais et services divers modèle de référence, à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité de l'INSEE.

Les indices renseignés ci-dessus, sont les derniers indices publiés sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.



### 16.3 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum du présent accord-cadre prévu ci-dessus.

### 16.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

## 17. MODALITES DE REGLEMENT

### Avances

En application des dispositions de l'article R 2191-3 et -4 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le bon de commande indiquera les modalités de calcul et de récupération de l'avance

Dans les cas où elle n'est pas obligatoire, la possibilité de recourir à l'avance sera précisée sur le bon de commande. Le bon de commande indiquera les modalités de calcul et de récupération de l'avance.

### Acomptes sur les prestations

Des acomptes pourront être versés au titulaire aux quantités réellement effectuées, sous réserve de validation de service fait, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant de l'acompte

À la fin de la prestation, le titulaire transmettra une dernière facture faisant apparaître le montant du solde à payer. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent accord-cadre, seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents

### Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense indiqué au bon de commande : au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

### Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1<sup>er</sup> jour de retard.

## 18. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

### Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise des documents

En cas de retard du fait du titulaire, il sera appliqué par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable une pénalité de :

- 2.5% du montant de la commande par jour de retard dans la livraison de prestations, par rapport au délai du bon de commande ;
- 150 € par jour de retard dans la production de livrables, par rapport au délai du bon de commande.

### Pénalité pour absence de réponse à une commande

Le refus de l'exécution des prestations objet d'une commande donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable.

## Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

Ainsi, les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique pourront faire l'objet d'une pénalité de 200 (deux cents) euros par absence non motivée.

## Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

## Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

## 19. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

## 20. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

## 21. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

## Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

## Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

## 22. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

## 23. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 24. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## 25. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.